

CHARTRE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE QUÉBÉCOIS

Déclaration de Deschambault

Élaborée par le Conseil des monuments et sites du Québec,
comité francophone d'ICOMOS Canada, avril 1982

1. LE POURQUOI DE LA CHARTE

Depuis l'après-guerre, divers courants d'idées se sont répandus à travers le monde, ajustant le mode de vie au nouveau contexte socio-économique et critiquant les conséquences de l'industrialisation, de l'urbanisation massive, du progrès à tout prix, de la société de consommation. Extrémistes ou modérées, ces idéologies ont contribué à la prise de conscience de certaines valeurs humaines qu'il fallait conserver, dont les vestiges architecturaux, artistiques ou, tout simplement matériels que nous ont laissés nos prédécesseurs.

Dans le but de réglementer ou de provoquer les interventions de sauvegarde, des experts venus de nombreux pays ont signé, en 1964, [la charte internationale de Venise, énonçant les principes](#) de base de la conservation. Puis ce fut à [Amsterdam](#) à [Nairobi](#) que l'on a continué l'oeuvre entreprise, en ajoutant d'autres postulats, dans une volonté accrue non seulement de transmettre le patrimoine bâti, mais encore d'en élargir le concept. On voulait désormais assurer la conservation de tous les aspects du patrimoine.

Ce mouvement touche le Québec plus particulièrement à partir de 1960. Le gouvernement se dote d'abord d'un ministère des Affaires culturelles, ce qui permet, en 1972, l'adoption de la loi sur les biens culturels; notre patrimoine prend alors une valeur légale. Mais la collectivité n'avait pas attendu cette loi pour s'organiser en groupes à structures diverses, tous prêts à s'impliquer dans la sauvegarde de leur environnement et de leur culture, ainsi qu'à sensibiliser stratégiquement les différents paliers gouvernementaux.

Cet engagement, individuel ou collectif, se concrétise par des réalisations dans les domaines de la conservation, de l'animation et de la mise en valeur. Qu'il s'agisse de programmes municipaux, provinciaux ou fédéraux, de projets d'envergures ou d'actions plus modestes, la population s'intéresse à son patrimoine et s'attache à le faire renaître.

Pour faire suite à ces efforts, le Conseil des monuments et sites du Québec présente une charte proposée à la fois comme un guide d'orientation, un outil de référence, un recours et, surtout, comme une éthique à adopter face au patrimoine. Tirant parti des expériences antérieures et des courants de pensée internationaux, elle énonce néanmoins des principes de conservation et de mise en valeur que peuvent appliquer tous les individus et les organismes préoccupés par la protection du patrimoine québécois, que ce soit sous son aspect naturel, culturel ou historique. Cette charte, particulière au Québec, définit d'abord le caractère propre de notre patrimoine en tentant d'en identifier la personnalité culturelle. En second lieu, elle veut susciter la réflexion avant l'intervention et proposer un cadre d'action incitatif, positif et objectif qui respectera la problématique québécoise de même que les doctrines contemporaines de mise en valeur.

2. LE CONTEXTE CULTUREL QUÉBÉCOIS

Il en va du Québec comme des autres nations; la spécificité de sa culture découle de son histoire, laquelle se déroule dans un milieu particulier. Ce dernier possède comme caractéristiques principales la rudesse du climat,

l'étendue du territoire, la jeunesse de l'établissement euro-américain, le fait français, le catholicisme et le modèle de l'implantation humaine.

D'abord colonie successivement française et britannique, arrachée aux mains des Amérindiens, puis état confédéré, le Québec a vécu une histoire politique marquée par la lutte pour la survivance en Amérique du Nord de ses racines françaises et catholiques, au sein d'une population majoritairement anglophone.

Sur le plan social, cependant, notre culture fut façonnée par divers apports. En effet, à l'amalgame des trois ethnies qui se sont disputées le territoire, s'est ajoutée, au fil du temps, une immigration, parfois ponctuelle comme celle des loyalistes ou des irlandais, parfois plus continue comme celle des italiens ou des chinois. Ce phénomène a, peu à peu, changé la physionomie et la mentalité de la population.

Par delà ce mélange de traits culturels, certains modes internationalement répandus ont marqué le patrimoine matériel. L'influence victorienne fut certes la plus importante, mais l'art nouveau, l'ère des gratte-ciel, et bien d'autres vogues, liées à l'esthétique ou à la technologie, ont aussi laissé leurs traces.

L'économie, moteur des sociétés, a probablement le plus contribué à la répartition de la population. Dès le début, la traite des fourrures a privilégié certains sites où se sont concentrées des communautés plus ou moins denses. L'agriculture s'est développée dans le cadre du lotissement seigneurial ou du "township" anglais. L'exploitation forestière et minière a drainé vers le nord de nombreux éléments de la société. Enfin, facteur primordial, la croissance spectaculaire des Etats-Unis s'est répercutée sur notre modèle économique et notre mode de vie: urbanisation massive, taux élevé de consommation, implantation de grands centres industriels, développement de moyens de transport des ressources, naturelles, énergétiques et humaines.

Bon nombre d'autres facteurs ont aussi modelé notre image. La prépondérance du catholicisme a provoqué un foisonnement d'églises et de couvents, de même qu'une orientation vers l'art sacré. Le rude climat a commandé des adaptations à tous les généralement suivi le tracé du bassin hydrographique.

Il serait inutile de présenter ici une liste exhaustive de toutes les données géographiques, sociales, historiques et économiques qui ont tissé la trame de notre culture. Mais de ce bouillon d'idées, d'us et de coutumes, frémissant dans un contexte géographique particulier, sont issus des traditions, un folklore, une mentalité, des façons de faire, une architecture, une structure sociale, somme toute, un art de vivre proprement québécois. Si les éléments qui le composent n'ont pas tous été intégrés au même degré, ni de la même façon, on ne peut cependant douter de leur importance. Ils constituent notre patrimoine qui, fort de ses antécédents, poursuit à travers les générations actuelles sa dynamique qu'on ne peut se permettre de couper de ses racines.

3. LA SITUATION ACTUELLE

Si nous avons éprouvé le besoin de diffuser la présente charte, c'est que trop souvent le patrimoine est menacé, si ce n'est oublié ou détruit. Ce problème n'est pas nécessairement particulier au Québec, cependant. En effet, la modernisation et la recherche d'un nouveau mode de vie mettent sans cesse le patrimoine en péril. Voilà, paraît-il, le prix du progrès!

Chez nous, l'éloignement des zones de peuplement, l'amplitude du territoire et, par conséquent, un développement plus ou moins intégré sont autant de facteurs défavorables à la conservation. La vigilance, la concertation et la mobilisation des effectifs se doivent d'être d'autant plus renforcées.

Le climat se révèle aussi un ennemi parfois dangereux pour l'architecture ou les vestiges anciens. Ici, le gel, surtout combiné au dégel, affecte grandement les bâtiments. Les interventions se doivent donc d'être effectuées rapidement et selon les techniques adéquates.

Enfin, un danger moins facilement perceptible, mais très réel, guette le patrimoine euro-américain. Étant donné sa jeunesse, sa concentration dans le temps, il serait inopportun d'attribuer une valeur relative à ses diverses composantes par le seul classement chronologique, de faire passer, par exemple, les vestiges du XVIII^e siècle avant ceux du XIX^e siècle. Certes, l'ancienneté est généralement synonyme de rareté, mais il faut juger avec nuance.

DEFINITIONS DU PATRIMOINE ET DE LA CONSERVATION

Le patrimoine: "L'ensemble des créations et des produits conjugués de la nature et de l'homme, qui constituent le cadre de notre existence dans le temps et dans l'espace.

Une réalité, une propriété à dimension collective et une richesse transmissible qui favorisent une reconnaissance et une appartenance." (Association québécoise d'interprétation du patrimoine. Comité de terminologie, juillet 1980).

La notion de patrimoine proposée ici veut couvrir beaucoup plus que les édifices construits dans un passé plus ou moins lointain. Temporellement d'abord, le patrimoine n'a pas de limite ni vers le passé, ni vers l'avenir. Nous utilisons le patrimoine d'hier et bâtissons celui de demain, la culture étant essentiellement dynamique, sans cesse renouvelée et enrichie.

Quant au contenu du patrimoine, nous le voyons comme un ensemble plus global, divisible en trois groupes: la culture matérielle (biens culturels), le milieu géographique, et le milieu humain. Les biens culturels sont mieux connus puisque définis par une loi. Mais il faut se souvenir qu'ils comprennent, outre l'architecture académique et vernaculaire, tous les autres témoins matériels, tels les objets archéologiques et ethnographiques, l'iconographie, les archives écrites, le mobilier, les objets d'art, bref, le cadre matériel qui nous entoure. Le milieu géographique, c'est la nature telle qu'elle se présente sur notre territoire, dans ses régions côtières, montagneuses et de plaines. Nous insistons surtout sur les paysages et les sites naturels qui revêtent un caractère original, esthétique et/ou panoramique. Enfin, les gens dans leur environnement, vivant leurs us particuliers, se souvenant d'un folklore, adaptant leur mode de vie, constituent une richesse humaine et sociale qui demande aussi protection.

Cette notion élargie du patrimoine englobe donc tous les éléments de notre civilisation considérés non seulement un à un, mais au sein d'ensemble historiques culturels, traditionnels ou, plus simplement, représentatifs de l'adaptation de l'homme à son milieu. Elle inclut ainsi la notion du paysage culturel, témoin des relations du milieu construit avec le milieu naturel.

En ce qui concerne la conservation, elle s'entend comme l'ensemble des études, des expertises et des interventions physiques qui visent à préserver tout élément du patrimoine dans le meilleur état possible, soit en l'entretenant correctement, en le consolidant, en le réparant, en le mettant à l'abri, en lui restituant sa condition originale, dans le but d'éviter sa détérioration et, au pire, sa destruction.

Article I

LE CITOYEN DU QUÉBEC EST LE PREMIER PROTECTEUR DU PATRIMOINE

Article I-A

C'est d'abord en tant qu'individu que le citoyen du Québec est responsable de la protection de son patrimoine. Il doit tout mettre en oeuvre pour en comprendre la valeur, s'efforcer d'en saisir toute la signification, et participer à sa préservation.

Article I-B

Cette responsabilité individuelle doit aussi se manifester dans toute décision collective, prise par les élus et

Article II

LE PATRIMOINE EST UNE RICHESSE COLLECTIVE, RARE ET NON RENOUVELABLE

Article II-A

Il doit être préservé, épargné, mis en valeur pour le bénéfice des générations actuelles et futures; c'est une richesse dont nous ne sommes pas les propriétaires, mais uniquement les transitaires, qu'il faut utiliser et préserver.

Article II-B

L'ensemble des lois, des règlements, des mécanismes fiscaux, financiers et administratifs doivent favoriser la conservation et la mise en valeur du patrimoine, et ce dès le palier municipal, premier représentant légal de la collectivité.

Article II-C

Le patrimoine doit rester la propriété des québécois. La relation d'appartenance entre le bien culturel et son lieu d'origine doit être respectée.

Article II-D

Le patrimoine doit être conservé, mis en valeur et transmis aux générations futures, avec le plus grand souci possible d'authenticité. Lorsqu'il n'en reste que certains éléments, ceux-ci doivent être traités comme des ensembles intégraux. Les interventions doivent être lisibles et réversibles.

Article III

LA CONNAISSANCE DU PATRIMOINE EST UN PRÉREQUIS ESSENTIEL A LA CONSERVATION

Article III-A

On doit se doter de tous les moyens adéquats d'acquérir cette connaissance, notamment par des inventaires à jour et des expertises plus spécialisées préalables à toute intervention.

Article IV

LE PATRIMOINE DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE RECONNAISSANCE PUBLIQUE ET SYSTÉMATIQUE

Article IV-A

Son importance culturelle, historique, naturelle, sociale et esthétique, dans le cadre national, régional et local, doit être évaluée par des équipes interdisciplinaires.

Article IV-B

On doit respecter, les apports significatifs de toutes les époques.

Article V

LA CONSERVATION DU PATRIMOINE COMMANDE SON ENTRETIEN, SA PROTECTION ET SA MISE EN VALEUR

Article V-A

L'entretien permanent demeure la première mesure de protection.

Article V-B

La mise en valeur d'un bien culturel est accessible, utile et, au besoin, le réintègre dans la vie quotidienne.

Article V-C

Toute intervention doit être pensée en fonction de conserver le plus possible et d'éviter l'hypothétique.

Article V-D

La mise en valeur doit être suivie de la diffusion de connaissances pratiques, essentielles à la transmission d'un bien et à la pérennité de sa protection.

Article VI

LE PATRIMOINE DOIT AVOIR LA PRIMAUTÉ PARTOUT

Article VI-A

Les législations concernant le patrimoine doivent avoir préséance.

Article VI-B

Les principes de protection et de mise en valeur doivent être primordiaux dans tout schéma d'aménagement.

Article VI-C

Un bâtiment ou un ensemble de bâtiments ou de paysages dont la valeur a été reconnue doit primer sur le reste de son environnement. Par conséquent, il est un facteur déterminant lors de la modification de cet environnement; on doit donc voir à son adaptation, son intégration et son respect.

Article VI-D

Les adjonctions contemporaines, oeuvres de création, doivent s'intégrer et s'harmoniser au contexte environnant par la tonalité, la texture, les proportions, les jeux des pleins et vides, la composition générale.

Il importe de rappeler qu'il est indispensable de procéder à une analyse archéologique des terrains qui doivent recevoir de nouvelles constructions de façon à dégager les vestiges des états précédents, du lieu, et, le cas échéant, d'en étudier la conservation in situ.

Article VII

LA PUBLIC A LE DROIT LÉGITIME DE PARTICIPER A TOUTE DÉCISION CONCERNANT DES INTERVENTIONS SUR LE PATRIMOINE.

Article VII-A

En tout temps, les éventuels intervenants ont la responsabilité de diffuser de l'information sur le patrimoine, de mettre en place des mécanismes assurant la circulation des idées de favoriser la participation et de promouvoir la conservation du patrimoine.

Article VII-B

Lorsque le patrimoine est touché par une action précise, il en va de la responsabilité de l'intervenant de consulter le citoyen et de l'informer sur la portée de son intervention.

Les documents relatifs aux interventions doivent être mis à la disposition du public et être présentés de façon intelligible pour les non-spécialistes. De plus, les promoteurs de ces consultations afin de recueillir l'opinion du public; il s'agira notamment d'audiences publiques, de séances d'information et d'expositions.

Article VIII

LA RÉANIMATION DU PATRIMOINE DOIT ÊTRE COMPATIBLE AVEC LE MAINTIEN VOIRE L'AMÉLIORATION DE SON IDENTITÉ, DE SON INTÉGRITÉ ET DES SES VALEURS CULTURELLES PROPRES

Article VIII-A

L'utilisation du patrimoine doit correspondre au maintien ou à l'introduction d'une fonction utile à la société, compatible avec la structure et la nature des bâtiments, des espaces et des sites qui la composent. L'utilisation du patrimoine exige le respect de son intégration aux activités économiques et sociales du milieu.

Article VIII-B

On doit favoriser l'utilisation du patrimoine de façon continue, sans interruption d'occupation.

Article VIII-C

Les caractéristiques importantes du patrimoine doivent être conservées lors du choix d'une nouvelle utilisation.

Les changements apportés devront être en tout temps réversibles.

Article VIII-D

Le choix d'une nouvelle fonction doit prévenir l'utilisation excessive et la détérioration qui en résulterait.

Article IX

LES RÉSIDENTS PERMETTENT AU PATRIMOINE DE CONSERVER SON DYNAMISME ET SON CARACTÈRE FONCTIONNEL: ILS EN SONT UNE PARTIE INHÉRENTE QUI CONTRIBUE A SA PROTECTION ET A SON ANIMATION

Article IX-A

La vie qu'il faut conserver ou réintroduire est la vie de tous les jours, et non la vie artificielle d'un musée ou d'un lieu de grand tourisme. La préférence devrait être accordée aux occupations traditionnelles. Il faudrait en tout

état de cause respecter les besoins et les aspirations légitimes des habitants, même si cela impose des utilisations différentes des usages d'origine.

Article IX-B

En d'autres mots, il faut favoriser le respect des droits acquis par la population en place. La fonction de logement devrait avoir préséance sur toute autre utilisation et être considérée prioritairement.

Article IX-C

Il faut conserver et rehausser la qualité de la vie du milieu dans lequel s'inscrit le monument, le paysage, le vestige ou l'ensemble.

Article X

LES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT DOIVENT PROMOUVOIR LE PRINCIPE SELON LEQUEL CHACUN DOIT ASSURER SES RESPONSABILITÉS VIS-A-VIS LA CONSERVATION DU PATRIMOINE

Article X-A

Connaissance du patrimoine dans le but d'une prise de conscience quant à la valeur et la nécessité de sa conservation.

Article X-B

Le système d'enseignement doit assurer la transmission des traditions afin d'encourager la formation, d'artisans, de techniciens et de professionnels aptes à travailler à la sauvegarde du patrimoine.

Article X-C

L'éducation en matière de patrimoine est aussi la responsabilité des autres instances éducatives (famille, presse écrite, presse parlée, etc.), notamment dans le cas des praticiens et des spécialistes qui doivent se donner comme but de participer au mouvement de sensibilisation au moyen de la communication de leurs connaissances.

[Committees Comités](#)

Demandes d'information: canada@icomos.org

Préparé par: [CART](#) (Thu Sep 14 20:04:11 2000)

The Deschambault Charter

CHARTER FOR THE PRESERVATION OF QUEBEC'S HERITAGE

Deschambault Declaration

Adopted by the Conseil des monuments et des sites du Québec,
ICOMOS Canada French-Speaking Committee, April 1982.

1. WHY THE CHARTER?

The postwar period has witnessed the worldwide spread of various currents of thought that seem to adjust people's way of living to new socio-economic conditions, and to criticize the consequences of industrialization, of urbanization on a massive scale, of progress at all costs, and of the consumer society. Whether extreme or moderate, these ideologies have helped to make people aware of certain human values that merited preservation. These things of value include the architectural, artistic or simply material remains that our predecessors have bequeathed us.

The basic principles of heritage preservation were set forth in the

[Venice International Charter](#) of 1964, which was signed by experts from many countries. The aim of this charter was to regulate and promote efforts to safeguard national heritages. Subsequently, at [Amsterdam](#) and [Nairobi](#) this initial undertaking was further developed by the addition of other basic principles that expressed an increased desire not only to pass on an accumulated heritage, but also to broaden the concept of heritage itself. Henceforth, people wanted to ensure the preservation of all aspects of national heritage.

This movement began to have a noticeable influence on Quebec from 1960 on. The Quebec government's first action in this field was to create a Ministry of Cultural Affairs which made it possible to pass the Cultural Properties Act in 1972. At that moment our heritage acquired value in the eyes of the law. However, even before this Act was passed, the community had organized itself into groups that differed in structure, but shared a common desire to become involved in safeguarding their environment and culture, and to develop strategies that would make the different levels of government aware of the issue.

This individual and collective commitment resulted in significant achievements in the areas of preservation, stimulation of community participation and development. Whether through municipal, provincial or federal

programs, large-scale projects or more modest actions, the people of Quebec have shown that they are interested in their heritage and are determined to revive it.

The Conseil des monuments et sites du Québec offers this charter in support of these efforts. The Charter is intended as an orientation guide, a reference tool, a remedy and above all a code of ethics that we should adopt in dealing with our heritage. While this charter draws upon previous experience and on international currents of thought, the principles of preservation and development it contains may be applied by all individuals and organizations that are concerned with the protection of the natural, cultural and historical aspects of the Quebec heritage.

The first aim of this charter, which has been specifically drafted for Quebec, is to try to identify our cultural personality, and thereby define the special nature of our heritage. Secondly, the charter seeks to encourage people to think before they act; and finally, it proposes a framework for action that is positive and objective, that provides incentive, and that takes into account both the particular problems of Quebec and contemporary doctrines of heritage development.

2. THE QUEBEC CULTURAL CONTEXT

The experience of Quebec is similar to that of other nations in that the specific character of its culture has been determined by its history which has taken place in a particular environment. The main features of this environment are a harsh climate, a vast territory, the relatively recent establishment of a North American civilization that is European in origin, the French fact, Catholicism and a particular pattern of human settlement.

Wrested from the American Indians who were its original inhabitants, Quebec became first a French, then a British colony, and finally a part of the Canadian confederation. Quebec's political history has been marked by the struggle to preserve its French and Catholic roots on a North American continent where the majority of the population is and has been English-speaking.

Nevertheless, a variety of elements has contributed to the development of our social fabric. In the course of time, immigrants from different places have been added to the amalgam of the three peoples who originally fought over the territory of Quebec. Sometimes immigration occurred all at once, as in the case of the Loyalists and the Irish; and sometimes it was spread over time, as happened with the Italians and the Chinese. Little by little, the immigrant phenomenon has altered the physiognomy and mentality of Quebec's population.

Our material heritage has been marked not only by this mixture of cultural traits, but also by certain fashions that have had international currency. Of these, the Victorian influence is certainly the most important, but we also find traces of Art Nouveau, the skyscraper era and many other esthetic or technological vogues.

Economic life, that mainspring of societies, has probably had the greatest impact on the distribution of Quebec's population. From the very beginning, more or less densely populated communities were concentrated in areas that had acquired importance because of the fur trade. Seigniorial estates and English townships provided the framework for the development of agriculture. Many elements of our society were drawn northward by the forest products and mining industries. Finally, the spectacular growth of the United States had repercussions of the utmost importance on our economic model and our way of life: massive urbanization, high rate of consumption, establishment of large industrial centres and development of means of transportation for natural, human and energy resources.

Many other factors have contributed to the shaping of our image. The preponderance of Catholicism prompted the proliferation of churches and convents and gave rise to an art that was centered on the sacred. The rigors of

the climate forced people to make adaptations in every aspect of their way of life. As for the distribution of population, it was for the most part determined by the waterways of the St. Lawrence basin.

It would be pointless to offer here an exhaustive list of all the geographic, social, historical and economic factors that have contributed to the development of our cultural fabric. Suffice it to say that this ferment of ideas, habits and customs, taking place as it did in a particular geographic context, has given rise to traditions, a folklore, a mentality, ways of doing things, and architecture, a social structure and, in sum, an art of living that is uniquely Quebecois. Though the elements that make up this culture have not all been integrated to the same degree, nor in the same way, their importance cannot be doubted. They constitute our heritage, which is nourished and strengthened by the past, and continues to flourish in the lives of the present generations. We cannot allow this dynamic growth to be cut off from its roots.

3. THE SITUATION TODAY

We felt the need to publish this charter because all too often our heritage is threatened, when it is not forgotten or destroyed. This problem, of course, is not peculiar to Quebec. Modernization and the pursuit of new lifestyles have, in fact, relentlessly imperiled national heritages everywhere. Such is the price of progress!

In Quebec, the great distances between population centres and the immensity of the territory have led to a more or less integrated development. All these factors have been unfavorable to the preservation of our national heritage. Consequently, we must show greater vigilance, enhance dialogue and consultation, and do more to mobilize the forces of the community.

The climate is also, at times, a menace to our architectural heritage and to the remains of former times. Frost, especially combined with thawing, has a serious effect on buildings in Quebec. Rapid and technologically competent action is necessary in this area.

Finally, our European and North American cultural heritage is threatened by a danger that is less perceptible but no less real than the others. Because this culture is of recent origin and only extends over a short span of time, it would be inappropriate to rely solely on chronological classification to determine the relative value of its different elements. One should not, for example, attribute greater value to the remains of the 18th century than to those of the 19th. Of course, the older things are, the rarer and more valuable they generally are; however, one must use subtlety in judging these matters.

DEFINITION OF HERITAGE AND PRESERVATION

Heritage is defined as "the combined creations and products of nature and man, in their entirety, that make up the environment in which we live in space and time.

Heritage is a reality, a possession of the community, and a rich inheritance that may be passed on, which invites our recognition and our participation."

(Quebec Association for the Interpretation of the National Heritage, Committee on Terminology, July 1980).

The concept of heritage as defined above is intended to cover much more than buildings erected in a more or less distant past. Neither in the past nor in the future is heritage limited in time. We use the heritage of yesterday

to build the heritage of tomorrow, for culture is by its very nature dynamic and is constantly being renewed and enriched.

Heritage, in our view, is a very comprehensive term that includes three major entities: material culture (cultural properties) and the geographic and human environments. People are, of course, most familiar with the concept of cultural properties since these are defined by law. We should remember, however, that in addition to formal and popular architecture, these properties include all other forms of material evidence, such as archaeological and ethnographical objects, iconography, written archives, furniture, art objects and, in sum, the whole of the material environment in which we live. The geographical environment is nature as it manifests itself on the territory of Quebec in coast, mountain and plain. We wish to insist above all on the great importance of our landscapes and our natural sites, which have a unique esthetic and/or panoramic value. And let us note, finally, that the people in their environment, who have their own customs and traditions, whose memory is furnished with a particular folklore, and whose way of living is adapted to this specific setting, are a human and social treasure that also requires protection.

This broad definition of our national heritage includes, then, all the elements of our civilization, as they exist not only individually but also as components of larger historical, cultural and traditional unities or, to put it in simpler terms, as examples of man's adaptation to his environment. This concept of heritage includes the idea of a cultural landscape which may be defined as the result of the interaction of human society and nature.

Preservation of the national heritage may be viewed, in this light, as that combination of study, expertise and physical intervention which aims at conserving every element of this heritage in the best possible condition. This activity involves proper maintenance, consolidation, repair, safeguarding and restoration, to prevent the deterioration and, at worst, the destruction of the national heritage.

Article I

THE CITIZENS OF QUEBEC ARE THE FOREMOST PROTECTORS OF THE NATIONAL HERITAGE

Article I-A

The citizens of Quebec have, in the first place, an individual responsibility to protect their heritage. They must do all they can to appreciate its value, to strive to understand its full significance, and to contribute to its preservation.

Article I-B

This individual responsibility must also find expression in every decision that is made on behalf of the community, whether by elected representatives or by corporate or institutional managers.

Article II

THE NATIONAL HERITAGE IS A TREASURE THAT BELONGS TO THE COMMUNITY. IT IS PRECIOUS AND NON-RENEWABLE

Article II-A

The national heritage must be preserved, safeguarded and developed for the benefit of present and future generations. This treasure does not belong to us; it has been entrusted to us so we may pass it on to others. We must ensure its proper use and conservation.

Article II-B

All the laws and regulations as well as the fiscal, financial and administrative mechanisms in their entirety must further the preservation and development of the national heritage. This action must start at the municipal level, for the municipalities are the primary legal representatives of the community.

Article II-C

The national heritage must remain in the possession of the people of Quebec, and it must be recognized that cultural properties belong in their place of origin.

Article II-D

The greatest possible attention must be paid to authenticity in preserving and developing the national heritage, and in passing it on to future generations. When only certain elements of this heritage remain, these must be treated as integral wholes. Any action taken must be comprehensible and reversible.

Article III

KNOWLEDGE OF THE NATIONAL HERITAGE IS AN ESSENTIAL PREREQUISITE FOR ITS PRESERVATION

Article III-A

All the appropriate means for acquiring this knowledge must be provided. In particular, we must have up-to-date inventories and the specialized expertise that is required before any action can be taken.

Article IV

THE NATIONAL HERITAGE MUST ENJOY PUBLIC AND UNCONDITIONAL RECOGNITION

Article IV-A

Interdisciplinary teams must assess the cultural, historical, natural, social and esthetic importance of our heritage on the national, regional and local levels.

Article IV-B

Respect must be shown for the significant contribution of every historical period.

Article V

THE PRESERVATION OF THE NATIONAL HERITAGE REQUIRES MAINTENANCE, PROTECTION AND DEVELOPMENT

Article V-A

Protection of our national heritage must be ensured, in the first place, by ongoing maintenance.

Article V-B

The development of cultural properties is of essential importance. This development includes all measures that serve to make them accessible and useful, and that, if necessary, make it possible to reintroduce them into the daily life of the people of Quebec.

Article V-C

Every action to preserve the national heritage should be designed to conserve as much as possible of the original, and to avoid reconstruction based on conjecture.

Article V-D

The development of cultural properties should be followed up by the dissemination of that practical knowledge that is required for passing on these properties to future generations and ensuring their permanent protection.

Article VI

THE NATIONAL HERITAGE MUST BE GIVEN PRIORITY IN ALL AREAS

Article VI-A

Legislation affecting the national heritage must take precedence over all other legislation.

Article VI-B

The principles of protection and development of the national heritage must have primacy in all development plans.

Article VI-C

When the importance, for our heritage, of a building or group of buildings or landscapes has been recognized, these must take precedence over the rest of the environment. This consideration must be a decisive factor in any alteration of that environment, and the adaptation, integration and respect of the heritage material must be ensured.

Article VI-D

Any contemporary additions, which must be creative works in their own right, have to be integrated and harmonized with the surrounding context in regard to tonality, texture, proportions, pattern of filled and empty spaces, and overall composition.

It must not be forgotten that an archaeological analysis of all ground where new construction is planned is absolutely essential, to uncover the earlier remains of construction and habitation and, where necessary, to examine the possibilities of conservation in site.

Article VII

THE PUBLIC HAS A LEGITIMATE RIGHT TO PARTICIPATE IN ANY DECISION IN REGARD TO ACTIONS TO PRESERVE THE NATIONAL HERITAGE

Article VII-A

At all times, those who may become involved in actions to preserve our heritage have a responsibility to disseminate information on that heritage, to implement procedures ensuring the circulation of ideas, to further community participation, and to promote the preservation of our heritage.

Article VII-B

When the national heritage is affected by a particular action, those responsible for that action must consult with the citizens and inform them of the scope of that action.

Documents relating to such actions must be made available to the public and must be prepared in such a way that non-specialists can understand them.

Furthermore, those involved in furthering these actions must develop adequate consultation procedures in order to take note of the opinions of the public. Such procedures will, in particular, include public hearings, information sessions and exhibitions.

Article VIII

THE REVIVAL OF OUR HERITAGE MUST BE COMPATIBLE WITH THE MAINTENANCE, AND EVEN THE IMPROVEMENT, OF ITS SPECIFIC IDENTITY, INTEGRITY AND CULTURAL VALUES

Article VIII-A

Our heritage must be employed in such a way as to maintain or introduce functions that are useful to society and that are compatible with the structure and nature of the buildings, spaces and sites of which it is made up. In using our heritage, we must show consideration for its integration into the economic and social activities of the surrounding community.

Article VIII-B

We must promote the continuous use of our heritage, without any interruption of occupation.

Article VIII-C

Whenever we decide to make new use of heritage material, we must ensure the preservation of all the important characteristics of that material.

Any changes that are made must, at all times, be reversible.

Article VIII-D

The selection of a new function for heritage material must avoid excessive use and the deterioration that would result from such use.

Article IX

THE PRESERVATION OF THE DYNAMIC AND FUNCTIONAL CHARACTER OF OUR HERITAGE IS ENSURED BY LOCAL RESIDENTS WHO ARE AN INTEGRAL PART OF THAT HERITAGE AND CONTRIBUTE TO ITS PROTECTION AND ITS VITALITY

Article IX-A

In using our heritage, we must preserve or reintroduce everyday life rather than the artificial life of museums and tourist centres. Preference should be given to traditional occupations; and we must, in any case, respect the needs and legitimate aspirations of the inhabitants, even if this requires us to adopt uses that are different from the original uses.

Article IX-B

In other words, it is necessary to encourage respect for the established rights of the local population. The housing function should take precedence over all other uses and be given first priority.

Article X

OUR EDUCATIONAL INSTITUTIONS MUST PROMOTE THE IDEA THAT EVERYONE HAS TO TAKE RESPONSIBILITY FOR PRESERVING THE NATIONAL HERITAGE

Article X-A

Our educational system must disseminate knowledge pertaining to our heritage, to make people aware of its value and of the need to preserve it.

Article X-B

The educational system must ensure that traditions are passed on, and thereby encourage the training of artisans, technicians and professionals who will be able to work to safeguard our heritage.

Article X-C

Other educational authorities (the family, newspapers and magazines, radio and TV, etc.) must also do their part in furthering heritage education. In particular, heritage practitioners and specialists increase awareness through the communication of their knowledge to the general public.

[Committees Comités](#)

Inquiries to: canada@icomos.org

Generated by: [CART](#) (Thu Sep 14 20:04:10 2000)